

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du Général De Gaulle  
BP 1354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 20/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **CARRIERE de STROHMAIER**

LIEU-DIT MITTLERE HART  
68890 REGUISHEIM

Références : 4357\_2022\_06\_09\_STROHMAIER\_AN DDIE 2022

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement STROHMAIER implanté au LIEU-DIT MITTLERE HART 68890 REGUISHEIM. L'inspection a été annoncée le 11/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale sur la mise en oeuvre de la Directive européenne sur les Déchets de l'Industrie Extractive (n° 2006 21 /CE). Pour les carrières, cette directive a été transposée dans l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STROHMAIER FRANCE GBW
- LIEU-DIT MITTLERE HART 68890 REGUISHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006704357
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La Société STROHMAIER FRANCE GBW exploite une carrière alluvionnaire à sec d'une superficie d'environ 36,54 ha.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des déchets inertes non dangereux résultant de l'exploitation du site de carrière
- Surveillance des installations (niveau sonore, tunnel, plan d'exploitation)

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 et annexe I	/	Mise en demeure, respect de prescription
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Contenu du plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/02/2008, article 17	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 12/02/2008, article 26.3	/	Sans objet
Étanchéité du tunnel de transport des matériaux	Arrêté Préfectoral du 12/02/2008, article 32-1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit compléter son plan d'exploitation et son plan de gestion des déchets. Il doit notamment préciser dans ce dernier la caractériser des déchets d'extrcation, identifier les volumes présents et prévus en fonction des différentes phases d'exploitation ainsi que les modalités de constitution des stocks.

Par ailleurs, l'exploitant s'assurera du suivi de la quantité (volume) des terres de découvertes et de leur localisation explicite sur le plan d'exploitation.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 et Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 "[...] <i>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, [...].</i>  <i>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</i>  Annexe I de l'Arrêté Ministériel du 22/09/1994 <i>"Déchets d'extraction inertes :</i>  <i>1. Sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :</i>  <i>- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;</i>  <i>- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0, 1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;</i>  <i>- les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;</i>  <i>- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;</i>  <i>- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.</i> <i>[...]."</i>
<b>Constats :</b> Le site possède une installation de gestion des déchets d'extraction.  Toutefois, l'exploitant n'a pas réalisé une caractérisation de ses déchets permettant de justifier leur caractère inerte et, en conséquence, l'absence d'installation de gestion de déchets de catégorie A.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats de l'analyse des déchets d'extraction <b>dans un délai de 6 mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>"Les "zones de stockage des déchets d'extraction inertes" sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. [...]"</i>
<b>Constats :</b> La stabilité du stockage des terres de découvertes est assurée par l'exploitant. Les eaux de ruissellement sont infiltrées au droit de ces stockages.  L'inspection des installations classées a constaté visuellement : <ul style="list-style-type: none"><li>• que les zones de stockage des déchets d'extraction sont stables,</li><li>• l'absence d'envol de poussières issues de ces stocks.</li></ul>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 et Arrêté Préfectoral du 12/02/2008 article 30
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 <i>"[...] L'exploitant assure un suivi des quantités [...] des matériaux stockés. [...]"</i>  Arrêté Préfectoral du 12/02/2008, article 30 <i>"[...] L'exploitant communique tous les deux ans à l'inspecteur des installations classées un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état."</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant trace tous les deux ans dans son rapport d'avancement de la remise en état, le volume extrait et la superficie remise en état. Le dernier rapport d'avancement réalisé date du 6 février 2020 (sur les données d'extraction 2018 et 2019).  L'inspection des installations classées constate que ce rapport ne mentionne pas le volume (ou quantité) des déchets d'extraction présent sur le site (que ce soit dans la partie remise en état ou en cours d'exploitation). Seul le volume total des terres de découvertes estimé sur les 17 ans d'exploitation est présent dans le plan de gestion des déchets (soit 220 000 m <sup>3</sup> ).
<b>Observations :</b> L'exploitant prendra les mesures approprié pour obtenir le volume des terres de découvertes d'ores et déjà utilisées pour la remise en état (volume des talus) ainsi que celles présentes au niveau de la zone d'extraction (en attente d'être utilisées pour la réalisation des talus). L'exploitant transmettra ces données ainsi que son rapport d'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état actualisé au service d'inspection <b>dans un délai de 6 mois</b> . Il veillera à actualiser ces données au fur et à mesure de l'avancée des opérations d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> " [...]. L'exploitant [...] établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. [...]."
<b>Constats :</b> Le plan topographique réalisé en février 2022 permet de localiser la zone de stockage des terres de découvertes.  Néanmoins, le plan ne mentionne pas explicitement que les talus (Sud, Sud-Est et Sud-Ouest) sont remis en état avec les terres de découvertes. Il faut se reporter au plan de gestion des déchets pour obtenir l'information. Par ailleurs, à chaque actualisation du plan topographique les fronts d'exploitation des années antérieures ne sont pas supprimés, le plan n'est donc pas représentatif de la situation réelle de la carrière et, <i>a fortiori</i> , de la localisation du stockage temporaire des terres de découvertes (en attente d'être utilisées pour la réalisation des talus).
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera lors de la réalisation du prochain plan topographique (cf. Point de contrôle dénommé Contenu du plan d'exploitation), à faire figurer l'ensemble des zones de stockage des déchets d'extraction de manière explicite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – nature et quantité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets a été actualisé en janvier 2022. Il contient notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• la description des déchets d'extraction,</li><li>• une estimation des quantités totales de déchets qui seront stockés sur les 17 ans d'exploitation.</li></ul> La caractérisation des déchets n'est pas présente dans ce plan comme évoqué dans le premier constat.
<b>Observations :</b> L'exploitant complétera son plan de gestion des déchets avec leur caractérisation dans un délai de 6 mois (cf .point de contrôle "Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification").
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] <i>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</i> <i>-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</i> [...]."
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets présente une description des lieux de stockage de ces déchets, sur les talus Sud, Est et ouest puis sur le carreau de la carrière.  Toutefois cette description gagnerait à être améliorée pour la gestion du stockage des terres de découvertes en attente d'être utilisées pour la réalisation des talus périphériques. En effet, l'exploitant décape sa zone d'extraction (pour une période d'un an environ), les terres décapées sont stockées en merlon de sécurité au niveau du front d'exploitation avant d'être repris pour la remise en état des talus périphériques du site.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] <i>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</i> [...] <i>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</i> [...] <i>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</i> [...]."
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets de l'exploitant comprend la description de l'exploitation générant ces déchets et une description succincte du réaménagement final du site. Ces déchets ne font pas l'objet de traitement et ils sont valorisés intégralement pour la remise en état du site.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] <i>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</i> [...] <i>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</i> [...]."
<b>Constats :</b> Le plan de gestion contient une description succincte des impacts potentiels du stockage des déchets sur l'environnement et la santé humaine, ainsi que quelques mesures préventives afin de réduire au minimum les incidences sur l'environnement tels que : un relevé topographique annuel, la surveillance de l'exploitation et environnementale globale du site.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] <i>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</i> [...] <i>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</i> [...]."
<b>Constats :</b> Les mesures de contrôle et de surveillance décrites dans le plan de gestion des déchets sont : - le relevé topographique annuel, - la surveillance de l'exploitation, - et la surveillance environnementale globale du site.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] <i>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</i> [...] <i>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de "la zone" de stockage de déchets ;</i> [...]."
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets décrit succinctement le réaménagement final du site. Ce réaménagement est réalisé de manière coordonnée aux opérations d'exploitation.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Contenu du plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Plan d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b> <i>"Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, [...].</i> <i>Sur ce plan sont reportés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les dates de levée ;</li><li>• le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation (art. 3.1 du présent arrêté) et le droit d'extraction (art 3.2 du présent arrêté), ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ;</li><li>• la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;</li><li>• les bords de la fouille ;</li><li>• les limites de sécurité définis à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;</li><li>• les clôtures ou tout dispositif équivalent ;</li><li>• les courbes de niveau (équidistantes, tous les 1 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;</li><li>• la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particuliers, ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;</li><li>• l'emplacement exact du bornage ;</li><li>• la position des dispositifs de clôture ;</li><li>• l'étendue des zones décapées et l'emplacement de stockage des terres de découverte ;</li><li>• les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;</li><li>• l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée et celles remises en état ;</li><li>• les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;</li><li>• des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. »</li></ul>
<p><b>Constats :</b> Le plan d'exploitation dont les relevés ont été réalisés le 23 février 2022 ne comprend pas l'ensemble des éléments requis dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le périmètre du droit d'extraction identifiant les sommets A et B définis à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 12/02/2008,</li><li>• les limites de sécurité définis à l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 12/02/2008,</li><li>• l'étendue des zones décapées et l'emplacement de stockage des terres de découverte,</li><li>• les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,</li><li>• les coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.</li></ul> <p>Par ailleurs, le plan présenté ne reflète pas l'état topographique réel du site, les fronts d'exploitation antérieurs régalés y figurant. De même, l'emplacement des stockages des terres de découverte n'est pas signalé par une légende appropriée.</p>
<p><b>Observations :</b> Le plan d'exploitation sera complété <b>dans un délai n'excédant pas 6 mois</b> et transmis au service d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Surveillance des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2008, article 26.3
<b>Thème(s) :</b> Surveillance des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>"Un contrôle de la situation acoustique est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander."</i>
<b>Constats :</b> La périodicité du contrôle de la situation acoustique est respectée par l'exploitant. Les derniers contrôles ont eu lieu respectivement en juin 2013, en octobre 2016 et en novembre 2020.  L'inspection a relevé que des mesures avaient été réalisées en 2013 sur deux zones à émergences réglementées (ZER) non reprises par la suite. Ces ZER sont situées à plus d'1 km du site.
<b>Observations :</b> Lors du prochain contrôle de la surveillance du niveau sonore et, <b>au plus tard le 01/07/2024</b> (échéance de l'autorisation au 12/02/2025 avec arrêt des opérations d'extraction le 12/08/2024), l'exploitant s'assurera de l'exhaustivité des points de contrôles à effectuer notamment au niveau des zones à émergences réglementées. Il transmettra son rapport au service d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Étanchéité du tunnel de transport des matériaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2008, article 32-1
<b>Thème(s) :</b> Étanchéité du tunnel de transport des matériaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>"[...] La bonne étanchéité de ce tunnel sera régulièrement contrôlée par l'exploitant, et au minima 1 fois par an. A cet effet un registre de contrôle sera ouvert e tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. "</i>
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées à examiner le registre associé au contrôle d'étanchéité du tunnel sans relevé de non-conformité.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet